

Unité inter-départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers/Saint Barthélemy
CS80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint Barthélemy-d'Anjou, le 06/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHATEAUNEUF CUIRS

Route du Pressoir Blanvillain
Châteauneuf-sur-Sarthe
49330 LES HAUTS-D'ANJOU

Références : 2022-659_CHATEAUNEUF CUIRS_INSP_RAP
Code AIOT : 0006303603

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2022 dans l'établissement CHATEAUNEUF CUIRS implanté Route du Pressoir Blanvillain Châteauneuf-sur-Sarthe 49330 LES HAUTS-D'ANJOU. L'inspection a été annoncée le 28/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHATEAUNEUF CUIRS
- Route du Pressoir Blanvillain Châteauneuf-sur-Sarthe 49330 LES HAUTS-D'ANJOU
- Code AIOT : 0006303603
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHATEAUNEUF CUIRS (ELIVIA depuis février 2020) exploite sur la commune des Hauts d'Anjou (Châteauneuf-sur-Sarthe) un établissement de traitement de peaux fraîches (salage), sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 octobre 2009, et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juin 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Vérification des suites données aux constats de la précédente visite de novembre 2021 (à l'exclusion du constat relatif aux ESP, qui pourra faire l'objet d'une autre visite) :

- rejets aqueux (autosurveillance et conformité),
- eaux souterraines (autosurveillance et qualité),
- bruit,
- fluides frigorigènes,
- stockage des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 4 | Valeurs limites de rejets aqueux | Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 4.3.4 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 6 | Résultat de la surveillance des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 4.4.5 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 7 | Niveaux acoustiques | Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, articles 6.2.1, 6.2.2 et 6.3 | Susceptible de suites | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--------------------------------------|---|--|-------------------|
| 9 | Fluides frigorigènes-classement 1185 | Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 511-9 (nomenclature) + art. R.513-1 et R.181-46 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 10 | Fluides frigorigènes-calorifugeage | Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I-point 4.3 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 12 | Changement d'exploitant | Code de l'environnement du 03/05/2012, article R.516-1 - alinéas 9 à 11 | Susceptible de suites | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 1 | Contrôle chaîne de mesure autosurveillance | Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 4.5 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 2 | Modalités de mise en œuvre du programme de surveillance | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.II | Susceptible de suites | Sans objet |
| 3 | Réalisation annuelle des analyses par un laboratoire agréé | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.III | Susceptible de suites | Sans objet |
| 5 | Surveillance des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 4.4.5 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 8 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 7.6.3 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 11 | Fluides frigorigènes-contrôles d'étanchéité | Arrêté Ministériel du 29/02/2016, articles 1 et 4 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 13 | Stockage des liquides en rétention | Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, articles 7.5.3 et 7.5.5 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 14 | Déchets stockés | Arrêté Préfectoral du 30/06/2014, article 2 + art. 5.1.3 de l'AP du 19/10/2009 | Susceptible de suites | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris les actions correctives permettant de solder les constats de la dernière visite de 2021 portant sur les modalités d'autosurveillance des rejets aqueux et des eaux souterraines, les moyens de lutte contre l'incendie, les contrôles d'étanchéité des installations contenant des fluides frigorigènes, et les stockages de déchets.

Des actions correctives sont en cours ou sont à engager pour justifier d'un retour à la conformité des points suivants :

- conformité des rejets aqueux,
- impact en chlorures dans les eaux souterraines,
- niveaux de bruit,
- situation administrative des installations contenant des fluides frigorigènes,
- calorifugeage des tuyauteries des circuits frigorifiques,
- demande d'autorisation de changement d'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle chaîne de mesure autosurveillance

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 4.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/11/2021• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>"L'exploitant fait réaliser, au minimum tous les trois ans, par un organisme extérieur une vérification complète de la chaîne de mesure des paramètres mentionnés dans le présent arrêté au titre de l'autosurveillance eau. Le cahier des charges et le choix de l'organisme seront préalablement soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées. Cette vérification portera sur les conditions de prélèvement, de conservation, d'analyse et d'exploitation des résultats. Le rapport de vérification comportera une synthèse concluant sur le caractère satisfaisant de la chaîne de mesure au regard des bonnes pratiques. L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées le rapport de vérification dans un délai de trois mois à compter de sa finalisation par l'organisme extérieur, accompagné des propositions d'améliorations qui s'avèreraient nécessaires. Ces propositions préciseront notamment les délais et les modalités de mise en œuvre."</p> |
| Constats : <p>Constat lors de la visite précédente du 17/11/2021 : un contrôle de la chaîne de mesure était réalisé annuellement. Mais les vérifications n'apparaissaient pas complètes (vérifications débitmètre, et échantillonnage en particulier) et ne permettaient pas de s'assurer du respect des préconisations et normes en matière d'autosurveillance.</p> <p>Une nouvelle vérification de la chaîne de mesure a été réalisée par le LATA le 10/02/2022. Les vérifications du débitmètre et de l'échantillonnage ont été complétées par rapport à la vérification de 2021, et sont basées sur les préconisations de l'Agence de l'eau. Il est conclu au bon fonctionnement global de la chaîne de mesure de l'autosurveillance. (voir le constat suivant pour les modalités de préparation de l'échantillon transmis au laboratoire pour analyse (fractionnement du volume collecté))</p> <p>La remarque concernant le délai d'analyse mentionnée en 2021 est encore relevée en 2022 : les échantillons parviennent au laboratoire en 48H après la fin de leur préparation, contre un délai de 24H recommandé. Pourtant, lors de la dernière visite de 11/2021, l'exploitant précisait que depuis 06/2021, l'échantillon était constitué et transmis de sorte à respecter un délai de 24H. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'avec l'organisation actuelle (un prestataire pour le transport, un laboratoire sous-traitant à un autre laboratoire), le délai de 24H ne pouvait être respecté pour les prélèvements réalisés le jeudi ou le vendredi.</p> <p>L'exploitant a donc choisi de changer de prestataire : Inovalys sera chargé à compter de janvier 2023 de la prise d'échantillon sur site, du transport et des analyses, ce qui permettra de respecter le délai de 24H (devis du 06/12/2022 d'Inovalys, validé par l'exploitant, fourni).</p> <p>Ce point pourra faire l'objet d'une vérification lors d'une prochaine visite d'inspection.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Modalités de mise en œuvre du programme de surveillance

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.II |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux-surveillance |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : "Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes utilisées sont les méthodes de référence en vigueur. Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence." |
| Constats : Constat lors de la visite précédente du 17/11/2021 : ni les vérifications de la chaîne de mesure de l'autosurveillance, ni le manuel d'autosurveillance ne permettaient de justifier que les modalités d'échantillonnage respectaient les préconisations et les normes applicables, permettant de garantir la représentativité des échantillons analysés. En particulier, l'exploitant n'était pas en mesure de justifier de la bonne réalisation de l'étape de préparation des échantillons à transmettre au laboratoire (qui nécessite une homogénéisation du volume collecté, tel que décrite dans le guide fascicule FD T 90-523-2). Le manuel d'autosurveillance a été complété sur le volet préparation des échantillons (date de mise à jour du manuel le 18/11/2021). Les flacons sont remplis en 3 temps avec le bidon collecté la veille : remplissage d'un tiers du flacon, homogénéisation manuelle du bidon collecté, procédure reproduite pour les 2 tiers restants. Le rapport de vérification de la chaîne de mesure réalisée le 10/02/2022 mentionne bien qu'un fractionnement en trois fois est réalisé en prenant soin de bien homogénéiser l'échantillon au préalable. Cette homogénéisation reste toutefois manuelle et les performances de ce système d'homogénéisation n'ont pas été validées. Selon le « guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE », « une étape d'homogénéisation du volume collecté devra être réalisée avant et pendant la distribution dans les différents flacons destinés à l'analyse. Les recommandations du fascicule FD T 90-523-2 peuvent être suivies pour la sélection et la validation des performances du système d'homogénéisation. » Le fascicule FD T90-523-2 visé dans le guide recommande une homogénéisation mécanique pour des volumes collectés supérieurs à 5 litres (cas du site avec environ 6 litres). L'exploitant a indiqué qu'à partir de janvier 2023 le fractionnement du volume collecté sera réalisé directement par Inovalys. Le devis d'Inovalys mentionne en effet un prélèvement d'eau par Inovalys selon la référence FD T90-532-2. Ce point pourra faire l'objet d'une vérification lors d'une prochaine visite d'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Réalisation annuelle des analyses par un laboratoire agréé

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.III |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets queux |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/11/2021• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>"Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation."</p> |
| Constats : <p>Constat lors de la visite précédente du 17/11/2021 : Toutes les analyses sont réalisées en externe dans un laboratoire agréé. Toutefois, les prélèvements analysés sont toujours réalisés par l'exploitant, et ne sont donc pas réalisés sous accréditation.</p> <p>L'exploitant a fait procéder à un bilan 24H le 28 février 2022, avec prélèvement et analyse par un laboratoire agréé. Un nouveau bilan de ce type est prévu pour 2023.</p> |
| Observations : <p>L'article 58.III de l'arrêté du 02/02/1998 a été modifié par arrêté du 28/02/2022 : à compter du 1er juillet 2023, la fréquence du contrôle de recalage des émissions dans l'eau (prélèvement et analyses réalisés sous accréditation) passe d'annuelle à bisannuelle.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Valeurs limites de rejets aqueux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 4.3.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : Les effluents rejetés dans la station d'épuration collective industrielle respectent les caractéristiques suivantes : * Débit maximum : 7 m ³ /h - 50 m ³ /j max sur 24H consécutives - 35 m ³ /j en moyenne hebdomadaire * pH : 5,5 à 8,5 * MES : 150 kg/j * DCO : 370 kg/j * DBO5 : 135 150 kg/j * NGL : 20 kg/j * SEH : 10 kg/j * chlorures : 5200 kg/j |
| Constats : Constat lors de la visite précédente du 17/11/2021 : Sur la période de 01/2020 à 09/2021, il ressortait des déclarations GIDAF les dépassements suivants des valeurs limites (VL) de flux : - chlorures : 6 dépassements sur 91 mesures hebdomadaires, - MES : une dizaine de dépassements sur 91 mesures hebdomadaires, dont 4 dépassant 2 fois la VL, - dépassements ponctuels pour la DBO5, la DCO et l'azote global. L'exploitant expliquait ces dépassements par des épisodes pluvieux (collecte, dans le réseau eaux usées, des eaux pluviales (EP) potentiellement polluées des plateformes de réception et expédition du site (2x250 m ²)). L'exploitant précisait son plan d'actions : mise en place d'une couverture sur les 2 plateformes courant 2022, création d'un bassin tampon avant envoi des effluents à la STEP collective industrielle (objectif de mise en service en avril 2022). Un porter à connaissance (PAC) des modifications devait être adressé au préfet pour la couverture des plateformes (PAC daté du 08/11/2021 déjà adressé à la préfecture pour la réalisation du bassin tampon). La couverture des 2 plateformes devait permettre de réduire les volumes et charges rejetés dans le réseau des eaux usées puis dans la STEP collective industrielle, mais des EP de toiture non polluées allaient devoir être gérées. Il était donc demandé de justifier dans le PAC du bon dimensionnement du bassin actuel de collecte et régulation des EP non polluées. Un PAC a été adressé au préfet en septembre 2022 pour la couverture des plateformes extérieures. Ce PAC ne comprend toutefois aucun élément sur la gestion des EP non polluées, et la vérification du dimensionnement du bassin de collecte et régulation. Un devis a été sollicité pour réactualiser le calcul du dimensionnement de ce bassin. La couverture de la plateforme d'expédition est prévue pour février 2023. La plateforme de réception sera couverte par la suite. Un bassin tampon a été mis en place et est opérationnel depuis fin octobre 2022 (vu sur site). L'installation comprend un dégrilleur, un bassin tampon avec sondes de température, pH, et redox, un système de désodorisation avec charbon actif, une pompe régulant le débit rejeté vers la station collective à un maximum de 2 m ³ /h. Avant la mise en place du bassin tampon, sur la période de 10/2021 à 10/2022, il est constaté, selon les déclarations GIDAF, de nombreux dépassements, avec une situation en dégradation par rapport à celle constatée lors de la dernière visite fin 2021 : - chlorures : 42 % de mesures (fréquence hebdomadaire) non conformes, avec 3 dépassements de 2xVL, - DBO5 : 37 % de mesures (fréquence mensuelle) non conformes, avec 1 dépassement de 2xVL, - DCO : 20 % de mesures (fréquence hebdomadaire) non conformes, sans dépassement de 2xVL, - MES : 33 % de mesures (fréquence hebdomadaire) non conformes, avec 5 dépassements de 2xVL, - NGL : 51 % de mesures (fréquence mensuelle) non conformes, avec 2 dépassements de 2xVL. En novembre 2022, les premiers effets de la mise en place du bassin tampon sont visibles, sauf pour les MES : - DCO, DBO5 et NGL conformes - 4 mesures sur 5 conformes pour les chlorures - 3 mesures sur 5 non conformes pour les MES (épisodes pluvieux) → Le retour à la conformité des effluents devra pouvoir être constaté et justifié après stabilisation du fonctionnement du nouveau bassin tampon et la mise en place des couvertures de plateformes. |

| |
|--|
| Observations : |
| → Transmettre le calcul mis à jour du dimensionnement du bassin de collecte et régulation des EP non polluées, et le cas échéant (si le volume actuel du bassin est insuffisant), les propositions pour mettre en adéquation le volume du bassin avec le besoin, assorties d'un calendrier de réalisation. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Surveillance des eaux souterraines

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 4.4.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : "L'exploitant met en place une surveillance des eaux souterraines dans les conditions suivantes : 1. Un puits au moins est implanté en aval du site de l'installation. La définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique. 2. Deux fois par an au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. La fréquence des prélèvements est déterminée sur la base notamment de l'étude hydrogéologique citée au point 1 ci-dessus. L'eau prélevée fait l'objet de mesures de la teneur en chlorures." |
| Constats : Constat lors de la visite précédente du 17/11/2021 : contrôle des eaux souterraines réalisé à fréquence semestrielle sur 9 piézomètres répartis sur le site. Selon les campagnes de prélèvements, certains ouvrages n'avaient pas pu faire l'objet de prélèvement en l'absence d'eau. Résultats déclarés sur GIDAF depuis 2018. L'exploitant procédait lui-même aux prélèvements. Les conditions de prélèvement ne répondaient à aucune norme ou méthode permettant de garantir la représentativité des prélèvements réalisés. En outre, les niveaux piézométriques n'étaient jamais relevés. La surveillance des eaux souterraines n'apparaissait donc ni complète ni satisfaisante. Il était demandé de mettre en place une surveillance des eaux souterraines conforme aux normes et bonnes pratiques en vigueur (norme NF X31-615 (déc. 2017) notamment), et de faire procéder à un relevé du niveau piézométrique de chaque ouvrage à chaque campagne semestrielle, pour garantir la représentativité du suivi réalisé, d'autant que les résultats d'analyse mettaient en évidence une teneur importante en chlorures avec de fortes fluctuations (cf. autre constat sur ce point). L'exploitant a fait procéder en mars 2022 à une campagne de surveillance des eaux souterraines, avec prélèvements réalisés par un laboratoire agréé, selon les bonnes pratiques et normes en vigueur. Le niveau piézométrique de chaque ouvrage a été relevé. L'exploitant a voulu faire procéder à une seconde campagne en octobre, puis en novembre, mais aucun prélèvement n'a pu être réalisé (absence d'eau dans les piézomètres). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 4.4.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : Si les résultats des mesures de la qualité des eaux souterraines « mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles l'étendue de cette pollution. Il met en œuvre les mesures correctives adaptées pour supprimer cette pollution ou évite tout risque d'extension à l'extérieur du site." |
| Constats : Constat lors de la visite précédente du 17/11/2021 : les mesures réalisées sur les eaux souterraines mettaient en évidence une teneur importante en chlorures sur certains ouvrages (Pz4, 5 et 7), pouvant atteindre de 2000 à 5000 mg/l, contre une valeur de référence de 250 mg/l (référence de qualité des eaux destinées à la consommation humaine de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007) ou 200 mg/l (limite de qualité des eaux brutes de toute origine utilisée pour la production d'eau destinée à la consommation humaine du même arrêté). D'autres ouvrages présentaient, selon les campagnes, des teneurs dépassant les valeurs de référence, y compris le Pz9 censé être situé en position amont. Les résultats des mesures n'étaient pas exploités. Aucune analyse de la situation n'avait été réalisée, pour identifier les causes des teneurs conséquentes en chlorures dans les eaux souterraines, et comprendre les différences et fluctuations selon les ouvrages. Aucune action n'avait été étudiée. Au vu du constat précédent sur les modalités de prélèvement, la représentativité des mesures devait toutefois être confirmée. Les caractéristiques des piézomètres devaient par ailleurs être précisées pour justifier de leur pertinence (profondeur notamment) au regard de la nappe à surveiller. A cet égard, il était demandé de fournir l'étude hydrogéologique ayant permis de déterminer l'emplacement des piézomètres, ainsi que le rapport établi lors de la réalisation des ouvrages. L'exploitant a fourni un rapport en date du 15/12/2008 décrivant la réalisation de 5 piézomètres sur site, et indiquant que les piézomètres ont été implantés aux endroits indiqués par un salarié du site. Aucune justification du choix d'implantation n'a pu être fournie (aucune étude hydrogéologique retrouvée). Selon ce rapport, la profondeur des piézomètres est de 5 m pour 4 ouvrages (Pz1 à 4) et 10 m pour Pz5. Le Pz2 foré en 2008 à l'intérieur des bâtiments n'existerait plus, mais aucun document ne permet de confirmer qu'il a été comblé. La numérotation des piézomètres de ce rapport ne correspond toutefois pas aux numéros actuels. Aucune étude ni rapport de réalisation des piézomètres n'a pu être retrouvé pour les piézomètres aujourd'hui numérotés Pz2, 4, 5, 6 et 9, qui ne figurent pas dans le rapport de 2008 (probablement mis en place postérieurement). Il ressort de la campagne de surveillance réalisée en 03/2022 (avec prélèvements réalisés par un laboratoire) une confirmation des teneurs importantes en chlorures dans certains ouvrages, en particulier dans Pz1, 2 et 4 (de 970 à 1600 mg/l), et très importantes dans Pz5 et 9 (3000 et 3700 mg/l). Le niveau piézométrique a été relevé (en m par rapport au sol), mais il n'y a pas eu de nivellement et de détermination de la piézométrie en m NGF. Le sens d'écoulement de la nappe n'a pas été déterminé. Au vu de la concentration en chlorures élevée au droit du Pz9, au niveau duquel sont présents des drains de collecte des ruissellements, une première vérification des drains a été réalisée (passage caméra) et a révélé un affaissement des drains. Un devis pour une vérification et une réfection des drains a été sollicité par l'exploitant (devis en date du 05/12/2022). Aucune autre action n'a été engagée à ce stade. → Il est demandé de faire procéder à une analyse de la situation (étude hydrogéologique, analyse des données disponibles, détermination du sens d'écoulement, ...), et de déterminer par tous les moyens utiles l'étendue de l'impact en chlorures dans les eaux souterraines et les actions correctives adaptées. Les caractéristiques des Pz2, 4, 5, 6 et 9 sont à préciser (fournir rapport de réalisation), et il sera justifié pour tous les piézomètres de leur pertinence (profondeur notamment) au regard de la nappe à surveiller. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 6.2.1, 6.2.2 et 6.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Bruit |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>- respect des valeurs limites d'émergence et des niveaux limites de bruit :</p> <p>* niveau sonore limite admissible en limite sud de propriété au droit d'un bâtiment d'habitation : 51 dB(A) de jour comme de nuit</p> <p>* niveau sonore limite admissible aux autres limites de propriété : 70 dB(A) de jour, 60 dB(A) de nuit</p> <p>* émergence de jour : 5 dB(A) ou 6 dB(A) selon le niveau de bruit ambiant</p> <p>* émergence de nuit : 3 dB(A) ou 4 dB(A) selon le niveau de bruit ambiant</p> <p>- "L'exploitant vérifie le respect des valeurs limites ci-dessus, par une campagne de mesures des niveaux sonores représentatifs de l'activité du site par un organisme extérieur dans un délai maximum de 3 mois suivant la notification du présent arrêté. Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans le cas où les mesures des niveaux sonores font apparaître le non respect des prescriptions qui précèdent, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la réception des résultats, en précisant les mesures prises ou prévues pour y remédier. Lors de chaque installation d'un nouvel équipement bruyant, l'exploitant fait procéder, par un organisme extérieur, à une nouvelle campagne de mesures des niveaux sonores représentatifs de l'activité du site. Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées dans les mêmes conditions que celles fixées ci-dessus."</p> |
| Constats : <p>Constat lors de la visite précédente du 17/11/2021 : mesure de bruit réalisée le 05/02/2016 mettant en évidence un niveau de bruit de 57 dB(A) de jour au point de mesure L1 en limite de propriété sud (valeur identique aux mesures de 2010, et donc toujours en dépassement de la valeur limite fixée à 51 dB(A)). Emergence également non conforme à ce niveau (point de mesure ZER 1 = point L1), avec 11 dB(A), pour une limite de 5 dB(A). Nuisances semblant imputables principalement au fonctionnement des machines à l'intérieur du bâtiment, au lavage haute pression de bacs et de camions en extérieur. L'exploitant indiquait que le trafic des camions et chariots et les frigos des camions étaient aussi sources de bruit. Il précisait que les frigos étaient mis à l'arrêt à l'arrivée des camions sur le site pour limiter les nuisances. Mais il n'existait pas de consignes écrites en ce sens. Après la visite, l'exploitant avait transmis un devis pour le capotage du vibreur situé à l'intérieur du bâtiment. En outre, il s'interrogeait sur l'effet réducteur que pourraient avoir les travaux de couverture de la zone de réception (située au sud du site) sur le bruit. Une nouvelle mesure de bruit devait être réalisée après mise en place du capotage du vibreur et travaux de couverture.</p> <p>Les travaux sur le vibreur ont été réalisés en interne (réfection complète du vibreur vu sur site). L'exploitant a fourni la procédure sur la gestion du bruit des camions, datée du 17/03/2022, qui prévoit notamment que le démarrage des camions ne doit pas être effectué avant 7H00 et après 18H00.</p> <p>La couverture des plateformes ayant été retardée (prévue pour début 2023), les nouvelles mesures de bruit n'ont pas encore été réalisées.</p> <p>→ De nouvelles mesures de bruit devront être réalisées. En fonction des résultats, l'exploitant étudiera les actions correctives complémentaires et établira un plan d'actions de réduction du bruit, sauf à justifier d'une évolution de l'usage de la zone aujourd'hui habitée comme évoqué lors de la visite (zone qui pourrait ne plus constituer une ZER).</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 7.6.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/11/2021• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>"L'établissement doit disposer [...] d'un poteau d'incendie au moins, situé à moins de 100 m des installations et capable de fournir un débit minimum de 60 m³/h sous une pression dynamique minimum de 1 bar. Cet hydrant est d'un modèle incongelable ou protégé contre le gel.</p> <p>En l'absence de poteau d'incendie, la défense contre l'incendie est assurée par une réserve d'eau d'incendie d'une capacité totale minimum de 120 m³ dimensionnée, implantée et aménagée conformément aux directives des Services d'Incendie et de Secours et maintenue accessible en toutes circonstances aux véhicules de lutte contre l'incendie. Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel point de l'établissement."</p> |
| Constats : <p>Constat lors de la visite précédente du 17/11/2021 : l'exploitant fournissait le résultat du contrôle réalisé le 05/02/2021 sur le poteau incendie n°4424 le plus proche du site. Le débit était de 55 m³/h sous un bar de pression, donc inférieur au débit requis de 60 m³/h. En outre, ce poteau était situé à plus de 100 m du site (environ 200 m du bâtiment principal). Il n'existait pas de réserve incendie sur le site. L'exploitant avait fait réaliser un devis (daté du 26/11/2021 et transmis après la visite) pour la mise en place d'une réserve de 120 m³ sur le site.</p> <p>Une réserve de 120 m³ a été mise en place sur le site.</p> |
| Observations : <p>Un signallement au sol reste à mettre en place pour le stationnement des engins de secours. La réserve devra par ailleurs être réceptionnée par le SDIS.</p> <p>Enfin, il est rappelé que l'accès à la réserve doit être possible à tout moment (accès au site, et absence de stationnement gênant devant la réserve).</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 511-9 (nomenclature) + art. R.513-1 et R.181-46 |
| Thème(s) : Situation administrative, Fluides frigorigènes-rubrique 1185 |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : Art. R.511-9 du Code de l'environnement (nomenclature) : Rubrique 1185.2 : « Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg » → DC Art. R.513-1 du Code de l'environnement : demande des bénéfices des droits acquis Art. R. 181-46 : obligation de porter à la connaissance du préfet toute modification notable |
| Constats : Constat lors de la visite précédente du 17/11/2021 : le site disposait de 4 groupes de froid, contenant respectivement 200, 266, 44,5 et 110 kg de fluides frigorigènes, soit un total de 620,5 kg (installations classées à déclaration sous la rubrique 1185.2.a) : - premier groupe d'une capacité de 200 kg mis en place en 2007 (l'AP du 19/10/2009 visait alors la rubrique 2920 pour une puissance de réfrigération de 176 kW, la rubrique 1185 alors en vigueur excluant les installations visées par la rubrique 2920) ; - groupe n°2 mis en place en 2010 (+266 kg soit un total de 466 kg avec le groupe n°1). La rubrique 1185 a été modifiée par décret du 26/11/2012 pour viser les équipements frigorifiques, avec un classement à déclaration pour une quantité de fluides susceptibles d'être présente supérieure ou égale à 300 kg. Dès 2012, les installations du site étaient donc classées à déclaration sous la rubrique 1185, par antériorité, mais l'exploitant n'a pas transmis de demande d'antériorité. La rubrique 1185 est devenue 4802 suite au décret du 03/03/2014 puis de nouveau 1185 suite au décret du 22/10/2018 ; - groupes n°3 et 4 mis en place en 2015 (+44,5 kg) et 2016 (+110 kg). Ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance du préfet. L'exploitant devait porter à la connaissance du préfet les installations de réfrigération exploitées sur le site, avec le classement à jour selon la nomenclature en vigueur. Aucun porter à connaissance (PAC) n'a été transmis en ce sens. Le PAC transmis en septembre 2022 concernant la couverture des plateformes reprend le tableau de classement de l'AP de 2009 avec la rubrique 2920 qui n'est pourtant plus d'actualité. → L'exploitant portera à la connaissance du préfet les installations de réfrigération exploitées sur le site, avec le classement à jour selon la nomenclature en vigueur. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Fluides frigorigènes-calorifugeage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I-point 4.3 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : « Le calorifugeage des tuyauteries, lorsqu'il existe, du circuit frigorifique des équipements frigorifiques ou climatiques, y compris pompes à chaleur, est en bon état. » |
| Constats : Constat lors de la visite précédente du 17/11/2021 : le calorifugeage des tuyauteries présentait des signes de vétusté (craquelures). L'exploitant a indiqué être en attente d'un devis de la société Dalkia. Le dernier rapport d'intervention de la société Dalkia (visite de contrôle d'étanchéité du 27/10/2022) porte la mention suivante « prise d'information pour remplacement du calorifugeage ». <p>→ Il appartient à l'exploitant de garantir le maintien en bon état du calorifugeage et de prévoir son remplacement sans attendre une dégradation remettant en cause l'isolation thermique.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : Fluides frigorigènes-contrôles d'étanchéité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 1 et 4 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : Art. 1 : « Aux périodes définies à l'article 4 du présent arrêté, le détenteur de l'équipement fait réaliser par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité les contrôles d'étanchéité périodiques prévus à l'article R. 543-79 du code de l'environnement et à l'article 4 du règlement (UE) n° 517/2014 : -soit par une des méthodes de mesures directes définie à l'article 2 du présent arrêté ; -soit par une des méthodes de mesures indirectes définie à l'article 2 du présent arrêté. » |
| Art. 4 : Période maximale entre 2 contrôles prévus à l'article 1er, selon la catégorie de fluide et la charge de l'équipement. |
| Constats : Constat lors de la visite précédente du 17/11/2021 : à chaque contrôle d'étanchéité, l'exploitant faisait procéder au contrôle des 4 groupes de froid. Les 4 derniers contrôles avaient été réalisés en novembre 2021, septembre 2021, mai 2021 et octobre 2020. La fréquence de contrôle semestrielle était respectée pour les groupes 1, 3 et 4. En revanche, la fréquence de contrôle trimestrielle imposée pour le groupe n°2 (charge >500t eq CO ₂ , et a priori absence de système de détection de fuite répondant aux exigences du I et II de l'art. 3 de l'AM du 29/02/2016 selon information de l'exploitant) n'était pas respectée (aucun contrôle sur le 1er trimestre 2021). |
| Le groupe n°2 a fait l'objet d'un changement de fluide en juin 2022 (le dernier rapport de contrôle d'étanchéité du 28/10/2022 consulté lors de la visite le confirme) : remplacement de 266 kg de fluide 404 A (au PRP de 3922) par 323 kg de fluide 449A (au PRP de 1397). Le groupe n°2 présente désormais une charge de 451 t eq CO ₂ , donc inférieure à 500 t. La fréquence de contrôle réglementaire est désormais semestrielle et est bien respectée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/05/2012, article R.516-1 - alinéas 9 à 11 |
| Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : Art. R.181-47-I du Code de l'environnement : « Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article. » Art. R. 516-1 du Code de l'environnement : « La demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières est adressée au préfet. Cette demande est instruite dans les formes prévues aux articles R. 181-45 et R. 512-46-22. Pour les installations mentionnées aux 1°, 2° et 5°, l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut autorisation de changement d'exploitant. » |
| Constats : Constat lors de la visite précédente du 17/11/2021 : par courrier du 28/02/2020, la société ELIVIA avait déclaré un changement d'exploitant à son nom pour l'établissement précédemment exploité par la société CHÂTEAUNEUF CUIRS, en visant l'article R. 512-68 du Code de l'environnement. Cet article concerne le changement d'exploitant d'installations classées soumises à enregistrement ou à déclaration. Or l'établissement est soumis à autorisation, et est visé par les dispositions de l'article R. 516-1 (installation soumise à garanties financières en vertu du 5° de l'article R. 516-1, compte tenu du classement à autorisation sous la rubrique 2350). Tout changement d'exploitant est donc soumis à autorisation, comme prévu à l'article R.516-1 (alinéas 9 à 11). L'exploitant n'avait pas adressé de demande d'autorisation de changement d'exploitant conforme aux dispositions de l'article R. 516-1 (demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant + confirmation que le montant des garanties financières n'a pas évolué et reste inférieur au montant libératoire de 100 000 €). Aucune demande en ce sens n'a été adressée depuis la dernière visite. L'exploitant a indiqué que le site Châteauneuf Cuir qui constituait une entité indépendante appartenant néanmoins déjà au groupe Elivia, a été rattaché en 2020 au groupe Elivia en tant qu'établissement (avec changement de SIRET). L'inspection confirme qu'il s'agit bien d'un changement d'exploitant au sens de l'article R. 516-1. → L'exploitant adressera au préfet une demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle seront annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant. S'agissant des garanties financières, l'exploitant précédent a été exempté de l'obligation de constitution des garanties financières, le montant calculé étant inférieur à 100 000 € (cf. AP du 30/06/2014). Dans sa demande d'autorisation de changement d'exploitant, le nouvel exploitant devra confirmer que le montant des garanties financières n'a pas évolué et reste inférieur au montant libératoire de 100 000 €. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 7.5.3 et 7.5.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Pollution-rétention |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : Art. 7.5.3 « Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir, • 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, • dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. » La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Art. 7.5.5-dernier alinéa « L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. » |
| Constats : Constat lors de la visite précédente du 17/11/2021 : dans le bâtiment annexe, il était constaté la présence : <ul style="list-style-type: none"> - d'un fût plein d'un produit de type hydrocarbures (pas d'étiquetage) stocké sans rétention ; - d'une cuve de fioul stockée sur rétention, mais la rétention contenait environ 1/4 de fioul et n'avait manifestement pas été nettoyée depuis longtemps. Son état (étanchéité) n'était ainsi pas contrôlable. Au sol, des traces notables d'hydrocarbures étaient visibles. Après la visite, l'exploitant a transmis un bon de commande daté du 09/12/2021 pour le pompage et le nettoyage de la rétention de la cuve de fioul et l'évacuation d'un lubrifiant. L'exploitant a transmis un bordereau de suivi de déchets daté du 29/12/2021 correspondant aux eaux hydrocarbonnées pompées dans la rétention de la cuve de fioul. Lors de la visite, il a été constaté l'absence de fût de produits hydrocarbonnés, et une rétention de la cuve de fioul ne comprenant plus que quelques résidus. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2014, article 2 + art. 5.1.3 de l'AP du 19/10/2009 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : AP du 30/06/2014 – art. 2 : « Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Ils sont limités aux quantités fixées dans le tableau ci-après : - Bois (15 01 03) : 2,6 t - Déchets organiques (04 01 99) : 25 t - Déchets plastiques (15 01 02) : 6 t - Déchet séparateur hydrocarbure (13 05 08) : 0,5 t - Déchet sang (04 01 99) : 10 t . » AP du 19/10/2009 – art. 5.1.3 : « La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination. » |
| Constats : Constat lors de la visite précédente du 17/11/2021 : dans le bâtiment annexe, il était constaté la présence de nombreux bacs en plastique et big-bags contenant des déchets de sel (sel contaminé par des poils et résidus organiques), disséminés dans le bâtiment, certains en mauvais état et manifestement anciens, avec des bacs empilés menaçant de tomber. Les quantités présentes dans le bâtiment étaient bien supérieures à un lot normal d'expédition. Lors de la visite, il a été constaté que le bâtiment annexe a été nettoyé. 6 big-bags (environ 6 t) de sel usagé étaient présents, stockés dans des conditions satisfaisantes. L'exploitant a justifié des trois derniers enlèvements réalisés en juin, septembre et novembre 2022 (pour respectivement 13,4 t, 16,8 t, et 14,7 t de sel usagé) par la fourniture des factures du prestataire Secanim. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |